

Interview AgraPresse du 3 avril 2019

Paru le 6 mai dans le n° 3691

« Les nouveaux modèles de production sont à inventer »

Bernard Chevassus-au-Louis tient une place particulière dans le monde agricole. Ancien directeur général à l'Inra, membre du CGAER, généticien reconnu, il a voué une grande partie de sa carrière à la défense de la biodiversité, cause pour laquelle il s'est engagé dans l'association « Humanité et Biodiversité », qu'il préside depuis 2015. Diminution des phytes, place de la viande, innovation génétique... pour « AgraPresse », il a confié ses préoccupations concernant l'avenir de l'agriculture dans un contexte de chute de la biodiversité et de réchauffement climatique. Il a posé un regard expert sur la transition environnementale agricole, que ce soit en matière de réduction des gaz à effets de serre, de diminution de l'utilisation des produits de synthèse, et de sélection variétale, alors que le lien entre les consommateurs et les agriculteurs semble se rompre de plus en plus.

Réchauffement climatique, épuisement des ressources, pertes de biodiversité... Un nouveau mot a fait florès en 2019 : la collapsologie. Le système alimentaire peut-il connaître un « effondrement », comme le prédisent les tenants de cette théorie ?

Ce mouvement, initié par le biologiste Jared Diamond avec son livre « Effondrement », en 2005, a la vertu de provoquer une sorte « d'inquiétude ». Ce sentiment est utile pour déceler les failles des systèmes que l'on croyait robustes. C'est le cas de notre système alimentaire, qui a effectivement des éléments de vulnérabilité, que ce soit d'un point de vue économique, social, sanitaire ou environnemental. Cette « inquiétude » doit nous faire réfléchir sur les moyens d'améliorer la résilience de nos modèles de production. La collapsologie analyse par ailleurs les systèmes dynamiques complexes, dont les mécanismes peuvent s'appliquer au domaine de l'alimentation. Il s'agit de dispositifs donnant l'impression d'être assez stables, malgré des signaux de vulnérabilité, mais qui s'effondrent d'un coup. On peut citer par exemple certaines pêcheries, dans lesquelles on récupère, au fil du temps, des poissons de plus en plus petits. Subitement, le système bascule : on ne pêche plus que des méduses, et celles-ci finissent par manger les poissons qui restent. Une nuance, néanmoins : le système ne s'effondre pas réellement : il bascule dans un autre état, tout aussi fonctionnel. Toutefois, il ne produit plus rien « d'intéressant » pour les humains.

Dans quelle mesure l'effondrement de la biodiversité, que l'on constate un peu partout sur le globe, pourrait avoir un impact sur les systèmes alimentaires ?

On peut d'ores et déjà mesurer cet impact. On voit déjà que, dans certains territoires où les populations de pollinisateurs ont chuté, les rendements de certaines cultures baissent. La diminution de la faune du sol a aussi des conséquences en termes de rendements agricoles. Alors, face à ce constat, la réponse pourrait être de développer le hors sol, que l'on sait techniquement faire. Mais est-on condamné à toujours plus éloigner l'agriculture de la nature ou au contraire décider d'entamer l'évolution inverse pour respecter les écosystèmes ? Certes,

ces nouveaux modèles de production sont encore à inventer et il n'y a pas de solution miracle, mais cela doit être l'horizon.

Cette transition peut-elle se faire rapidement ?

Le défi est de taille : il faut remplacer nos systèmes conventionnels, performants, mais vulnérables, par des systèmes alternatifs, prenant en compte les écosystèmes, résilients mais dont les rendements sont très variables et incertains. Pour aboutir à cette transition, la recherche agronomique doit totalement changer. Nous allons devoir passer de systèmes globaux, optimisés, et applicables le plus largement possible, à une multiplicité de solutions locales, adaptées au contexte de chaque territoire. C'est un bouleversement. Une grande partie du travail de recherche sera désormais réalisé au plus près du terrain, par les agriculteurs eux-mêmes, qui essaient des solutions adaptées à leur exploitation. Il faut donc imaginer un système de connaissances beaucoup moins descendant qu'aujourd'hui, avec une vraie interaction entre ceux qui essaient des choses sur le terrain et la recherche, chargée de valider ces expériences. Malheureusement, on a aujourd'hui un débat stérile entre ceux qui veulent absolument garder un mur entre professionnels et consommateurs de connaissances, et ceux pour qui l'agriculture n'a besoin que d'une recherche réalisée sur le terrain. Ce sont deux visions très manichéennes. Il faut combiner ces deux approches.

Les agriculteurs vont-ils assez vite dans la transition écologique, comme l'a affirmé Didier Guillaume lors du congrès de la FNSEA, il y a quelques semaines ?

Cela rejoint la question du basculement. Aujourd'hui, on peut avoir l'impression que, sur les pesticides, rien ne bouge. Mais les transitions peuvent être brutales. Selon moi, il faut parfois pousser longtemps avant qu'un mouvement s'enclenche. Sur les phytos, c'est particulièrement le cas. A partir du moment où on utilise des pesticides, il y a un plancher, une quantité minimum en dessous de laquelle on ne peut aller. Pour observer de véritables changements, il faudrait que les agriculteurs décident massivement d'aller vers une autre logique de production, sans phyto. Si cela arrive, on assistera à une chute brutale de l'utilisation des pesticides. Concernant les engrais en revanche, je pense que la stratégie d'une baisse progressive fonctionne. La ferme France a déjà réussi à être neutre en bilan phosphore et l'excédent azoté baisse, même si cela se fait très lentement.

En matière de phyto, vous êtes partisan du zéro résidu, zéro phyto ou zéro impacts négatifs ?

L'hypothèse de se passer totalement d'outils de lutte chimique est tout aussi utopique que de se passer de médicaments chez les êtres humains. Il y aura toujours des ravageurs, des bactéries... Les solutions seront agronomiques, génétiques, mais on ne pourra pas se passer totalement de la chimie. Toutefois, ces produits ne sont pas anodins : par définition, ils éliminent des êtres vivants, et donc, moins on les utilise, mieux cela vaudra. Ma position est la suivante : il faut regarder, pour chaque produit et chaque pratique agronomique, les avantages et inconvénients pour décider. Concernant la stratégie « zéro phyto », je pense que la distinction naturelle/chimique est entrée durablement dans la tête des gens, malgré l'absence de fondement scientifique validant cette classification. Plus on vit dans un environnement artificialisé, et plus le naturel devient une vertu en soi. C'est une tendance lourde. Quant au zéro résidu de pesticides dans les aliments, il me semble que c'est le degré zéro du questionnement, car cela ne tient aucun compte des impacts des produits utilisés sur les milieux naturels ?

Le risque de cette distinction chimique/naturel n'est-il pas aussi de conférer, sans véritable fondement scientifique des vertus intrinsèques à des produits dits « naturels » ?

C'est un risque. Il est donc indispensable que toutes ces substances, qu'elles soient naturelles ou de synthèse, soient évaluées de façon rigoureuse. Le critère naturel/synthèse ne doit absolument pas devenir un facteur de différenciation au niveau de l'autorisation. L'important est d'encadrer les innovations avec soin et précaution, d'organiser des systèmes de retour d'expérience de pharmacovigilance.

Pourtant les scientifiques affirment que l'agriculture biologique est meilleure pour l'environnement...

Oui. Autant le débat sur l'intérêt pour la santé n'est pas tranché, autant sur l'environnement, les pratiques de l'agriculture biologique sont incontestablement plus durables par rapport à l'agriculture conventionnelle. C'est une agriculture plus respectueuse de la vie des sols. N'oublions pas que tous les produits autorisés en bio le sont aussi en agriculture conventionnelle. Par ailleurs, l'homologation étant la même pour les produits naturels et de synthèse, la loi exclut donc les produits naturels dangereux.

Etes-vous favorable à l'agriculture de conservation, qui serait meilleure pour la vie du sol selon ses défenseurs ? Et ce, malgré l'utilisation de désherbants, comme le glyphosate ?

Cela dépend du labour, qui peut être tout à fait superficiel. Les agriculteurs qui n'utilisent pas d'herbicides font davantage de rotations, ajoutent de la luzerne, des légumineuses, diversifient l'assolement... etc. Donc le choix ne se résume pas à une alternative entre le labour et le glyphosate. Je regrette que beaucoup des gens de l'agriculture de conservation se soient enfermés dans ce système de pensée. On peut évidemment dire que le glyphosate n'est sûrement pas le pire des pesticides, mais maintenant que cette idée est entrée dans la tête des gens, il est illusoire de défendre ce produit. La vraie question va être la suivante : que feront les agriculteurs qui ne veulent pas se convertir en bio, quand on aura interdit le glyphosate ? On ne se pose pas suffisamment cette question. On a l'exemple des néonicotinoïdes : il fallait évidemment les interdire, mais les producteurs restés en conventionnel, dans la betterave, notamment, se sont rabattus sur les pyrèthrinoïdes, très dangereux aussi pour les organismes aquatiques. Mais une fois que le rideau médiatique s'est refermé, on n'en parle plus.

Pour répondre au défi de la réduction des produits chimiques, l'agriculture doit-elle, selon vous, embrasser les nouvelles technologies de sélections génétiques, comme les NBT ? D'ailleurs, y a-t-il une différence fondamentale entre NBT et OGM ?

J'ai l'impression de revivre le même scénario qu'avec les OGM, il y a vingt ans. On risque d'aboutir à la même fin : une technologie qui pouvait avoir un intérêt se retrouve bannie car l'opinion publique n'en veut pas. Et si l'opinion publique n'en veut pas, c'est parce que les citoyens n'ont à aucun moment été intégrés dans le processus de décision. Les industriels ont affirmé que le processus était précis, qu'il s'agissait là d'une révolution en termes d'avantages, mais pas en matière de risques, et qu'il fallait par conséquent les laisser faire. On sait maintenant que tout ça n'était pas totalement précis. Aujourd'hui, sur les NBT, c'est pareil, les industriels ont le même discours, et les citoyens n'ont pas leur mot à dire. On

demande à des juristes si la législation OGM doit s'appliquer, ce qui n'est pas le plus adapté...

Quel type de mesures sont-elles nécessaires ?

Le changement climatique et la transition de l'agriculture vont nécessiter une sélection variétale plus agile. Les OGM, comme toutes technologies, peuvent être utilisés pour faire des folies : c'est pourquoi il faut des garde-fous, des instances de dialogue, un suivi de pharmacovigilance, une montée en puissance progressive, et surtout de la pédagogie envers les citoyens. Au lieu de cela, les industriels continuent d'affirmer que leur technologie est parfaite et sans risque, comme il y a trente ans. C'est navrant de voir se redessiner le même scénario.

Comment expliquer la méfiance des citoyens envers ces technologies ?

La catastrophe est toujours possible. Toute innovation a un côté pile, que l'on montre au début, et un côté face, que l'on découvre plus tard. Les gens l'ont bien compris, d'où la défiance. Ce n'est pas de l'obscurantisme. Quand on regarde l'histoire, une des grandes leçons est qu'on n'évalue pas suffisamment les effets des technologies, sur le long terme. Les retours d'expérience, l'intégration des citoyens dans le processus : voilà les conditions d'une innovation précautionneuse et efficace.

Un autre point central de la transition en agriculture : la fertilisation. Pour diminuer les engrais de synthèse, on peut utiliser des effluents d'élevage. Or, l'élevage est également accusé de participer au changement climatique. Que faire ? Accepter de produire moins à l'hectare ?

Effectivement, quand on pense séparément les questions d'eau, d'énergie, et d'alimentation ce n'est déjà pas simple. Alors, lorsque l'on commence à penser tout cela de manière systémique, cela devient extrêmement préoccupant. Il faut toutefois nuancer l'impact écologique de l'élevage. Il y a tout une série de milieux non valorisables autrement que par des herbivores, comme des prairies permanentes, des zones de Montagne, le Massif Central, le Jura... etc. Ces terrains stockent beaucoup de carbone et atténuent le réchauffement climatique. Cela représentait 11 millions et demi d'hectares dans les années quatre-vingt-dix en France, même si cela a régressé depuis. Alors, soit on fait de la déprise agricole et on laisse la forêt, ce qu'on fait aujourd'hui, soit on veut quand même des milieux ouverts, herbagers, et on les valorise grâce à des herbivores. Par contre, les élevages « hors sol », porcins et volaille, consomment incontestablement plus de surface et de ressources que si l'on mangeait directement des végétaux.

Mais ces milieux ne pourront-ils pas produire de la biomasse demain (méthanisation, biocarburants, bioplastiques...etc) ?

Il faut entrer dans une perspective économique. Aujourd'hui, une forêt privée rapporte au maximum 200 euros par an et par hectare. L'élevage valorise les espaces de façon plus intéressante, en matière d'emploi. Alors, même si les bovins dégagent du méthane, je ne pense pas que cela soit suffisant pour arrêter de produire de la viande. D'un autre côté, l'alimentation est un espace de liberté individuelle, ancré dans une culture, et j'ai tendance à dire qu'il faut que chacun définisse en toute conscience ce qu'il a envie de manger. Le totalitarisme alimentaire me déplaît.

Les mouvements végans ont envahi l'espace public, et au-delà, les conditions de vie des animaux d'élevage suscitent un intérêt soudain en Occident. Comment expliquer ce phénomène ?

Cet intérêt n'est pas si soudain. On n'a pas voulu voir pendant longtemps les racines profondes de cette évolution des mentalités. D'ailleurs, la première loi de protection des animaux domestique date de 1830, avec la loi Gramont. Sur la prise en compte sociétale, on voit que les premiers écrits sur ces questions datent des années soixante. Mais jusqu'à récemment, les végétariens étaient considérés comme des babas cool, pas très dangereux. Cela a changé depuis la montée en puissance du mouvement végan, et des associations type L214. Par ailleurs, de nombreux acteurs économiques commencent à proposer des solutions à ces gens. Il y a donc conjonction entre mouvement sociétal et réponse économique : quand ces deux facteurs sont réunis, la médiatisation entre rapidement en jeu.

Enfin, le végétarisme va-t-il dans le sens de l'histoire comme le prédisait Claude Lévi-Strauss (la leçon de sagesse des vaches folles, Etudes rurales, 2001) ? On voit ces derniers temps que les soubresauts de l'histoire peuvent réserver bien des surprises...

Il y a une grande diversité de régime et tradition alimentaire dans le monde. On peut effectivement se demander ce que sera leur évolution. La tendance statistique est que, lorsque le pouvoir d'achat augmente, on mange plus de produits carnés. Mais la situation varie selon les régions du monde. La Chine va plus vite que ne le veut le modèle, alors qu'en Inde, il y a encore une forte prégnance des tendances végétariennes. En France, on est arrivé à un maximum dans les années quatre-vingt-dix, avec une lente revégétalisation de l'alimentation depuis.

Le mouvement végan est-il écologiste ?

Le mouvement antispéciste me pose un problème : à partir du moment où on considère que toutes les espèces sont égales, pourquoi l'homme aurait-il une responsabilité ? Selon moi, l'homme est certes une espèce parmi tant d'autres, mais, par les hasards de l'évolution, il a développé des capacités d'entendement et de conscience particulière, celle d'anticiper ses actions. Cela crée une responsabilité.

Cela rejoint l'ouvrage récent de l'Inra sur la conscience des animaux...

Ce qui est intéressant dans les travaux de l'Inra, c'est la tentative de travailler sur la conscience des animaux avec une démarche scientifique, c'est un vrai défi. Mais au-delà de cette question passionnante de la conscience, il est nécessaire de considérer les êtres vivants comme des êtres. À ce titre, il est nécessaire de se poser la question suivante, en toute inquiétude : quand je décide de tuer, de manger un animal, de quel droit ? Je peux avoir de bonnes raisons : un inuit qui doit survivre dans le cercle polaire ne peut pas faire d'agriculture. D'ailleurs, dans ces sociétés animistes, il y a ce que l'on appelle un commerce des âmes : l'âme de l'animal tué est recyclée dans d'autres créatures, y compris des êtres humains. L'idée est de rester en bonne intelligence avec les animaux, et le monde en général. C'est une idée que l'on a malheureusement beaucoup perdu en Occident.

Votre association est en première ligne sur la protection de la biodiversité. Une nouvelle agence devrait voir le jour début 2020, fusionnant l'ONCFS et l'AFB. Que pensez-vous de ce rapprochement ?

Nous plaitions pour la création d'une telle agence depuis 2005 chez Humanité et Biodiversité. En 2016, nous étions déçus que l'ONCFS ne soit pas intégré dans ce nouvel établissement. C'est désormais chose faite. Toutefois, l'agence va être créée avec un budget qui est moins que la somme des deux établissements, puisque le budget de l'ONCFS sera amputé d'au moins 20 millions d'euros par la baisse du permis de chasse.

En parlant de biodiversité : l'Inra a calculé que chaque loup coûtait 80 000 euros par an en prédation au contribuable français. Est-ce raisonnable ? Avons-nous vraiment besoin de grands prédateurs ?

Cela représente 0,70 euro par français et 0,5 % du montant de la PAC. Cela me paraît admissible. La vraie question est la suivante : l'homme veut-il vraiment devenir le seul grand mammifère vivant sur cette planète ? On ne peut pas demander à l'Afrique de conserver des éléphants, des lions, à l'Inde de protéger ses tigres, et ne pas garder des loups et des ours sur nos territoires. Tout l'élevage s'est habitué, pendant des décennies à vivre sans le loup, avec des troupeaux de grandes tailles avec peu de bergers... ce système n'est pas du tout celui qui existait quand il y avait de la prédation. Il faut donc changer les systèmes pastoraux. Le coût de cette transition doit être pris en charge collectivement. Par ailleurs il faut des stratégies différenciées selon les territoires. Potentiellement, le loup peut aller jusqu'au Finistère. Donc il faut définir des endroits où on veut le loup, et d'autres où on ne le veut pas.

Propos recueillis par Mathieu Robert et Florian Cazerès